



**PRÉFÈTE  
DE L'INDRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la Modernisation  
Interministérielle et de l'Environnement  
Bureau de l'environnement

**ARRÊTÉ du 19 MAI 2026**  
**mettant en demeure la Société SICA INDRE ET CHER**  
**sise Route de Migny, Cléry, Issoudun (36100)**

**LA PRÉFÈTE DE L'INDRE,**  
**Chevalier de la Légion d'honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L.514-5 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 86-E-0002 du 3 janvier 1986 autorisant la Société d'Intérêt Collectif Agricole (SICA) Indre-Cher à poursuivre l'exploitation de son silo, à Cléry sur le territoire de la commune d'Issoudun ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 89-E-1015 du 26 mai 1989 imposant des prescriptions complémentaires au silo exploité par la société SICA Indre et Cher ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-E-1991 du 18 juillet 2002 autorisant la société SICA Indre et Cher à exploiter un stockage de céréales en vrac à l'air libre sur le territoire de la commune d'Issoudun ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-01-0014 du 4 janvier 2007 prescrivant des mesures de réduction du risque au silo de stockage de céréales et autres grains exploité par la société SICA Indre et Cher, à Issoudun, et complétant les prescriptions générales applicables à l'établissement ;

Vu la lettre préfectorale du 8 novembre 2016 actant le bénéfice de l'antériorité vis-à-vis des rubriques 4XXX et la modification de la rubrique 2160 suite au décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 3 avril 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date 15 avril 2026 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 5 août 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les contreforts du silo 2 présentent des fers d'armature du béton armé apparents du fait de fissurations ;

Considérant que ce constat a déjà été fait par l'inspection lors des visites du 18 juillet 2017 et du 6 août 2024 et que les réponses au constat apporté par l'exploitant n'ont pas permis de le satisfaire ;

Considérant que l'exploitant, dans le cadre du suivi interne du vieillissement du silo 2, a enregistré cette situation en tant que « désordre » signalé à la direction du groupe depuis 2008 ;

Considérant que cette situation représente un risque de fragilisation de la structure du bâtiment pouvant engendrer des impacts sur l'environnement ;

Considérant qu'au regard de ce constat, le système de détection automatique d'incendie de l'établissement ne permet pas de répondre aux objectifs qui lui sont assignés ;

Considérant que l'exploitant a signé un devis avec l'entreprise VIANO BTP en date du 8 décembre 2026 afin de résorber ces désordres et qu'il déclare prévoir la réalisation des travaux dans le cadre de l'exercice financier 2026-2027 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 24 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2007 susvisé ;

Considérant que lors des visites en date du 5 août 2024 et du 6 août 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan des réseaux d'eau du site afin d'expliquer les modalités de gestion des eaux ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 4 de

l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

Considérant que, lors des visites en date du 5 août 2024 et du 6 août 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que la thermométrie n'est pas suivie sur la plateforme extérieure de stockage de céréales ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2002 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SICA Indre et Cher de respecter les prescriptions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

### **ARRÊTE**

#### **Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure**

La société SICA Indre et Cher, dont le siège social est situé Route de Migny, Cléry 36100 Issoudun, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite Route de Migny, Cléry sur le territoire de la commune d'Issoudun, de respecter :

- les dispositions de l'article 24 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2007 susvisé, en réalisant les travaux de réfection des bétons du silo 2 tels que définis dans le devis signé le 8 décembre 2025 avec l'entreprise VIANO BTP.

Un délai de 6 mois est donné à l'exploitant à compter de la date de signature du présent arrêté ;

- les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en fournissant un plan à jour des réseaux d'eaux du site.

Un délai de 3 mois est donné à l'exploitant à compter de la date de signature du présent arrêté ;

- les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2002 susvisé en assurant un suivi enregistré de la température du stockage situé sur la plateforme extérieure.

Un délai de 3 mois est donné à l'exploitant à compter de la date de signature du présent arrêté.

## **Article 2 : Sanctions administratives**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet des services de l'État dans l'Indre pour une durée maximale de 5 ans.

## **Article 3 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 4 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés – CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUROUX CEDEX ;
- d'un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, Grande Arche de La Défense - paroi sud / Tour Sequoia, 92055 La Défense.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

## **Article 5 : Notification et publicité**

Le présent arrêté sera notifié à la Société SICA INDRE ET CHER.

Une copie en sera adressée :

- ✉ au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire ;
- ✉ au maire de la commune de Issoudun (36100), pour information.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, [www.indre.gouv.fr](http://www.indre.gouv.fr), pendant une durée minimale de deux mois.

## **Article 6 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète et par délégation,  
la Secrétaire Générale,



Noura KIHAL-FLÉGEAU

